

Peuple et Culture

Corrèze

mensuel - décembre 2015 - n° 115



© Jeanne Gailhoustet

rendez-vous

décembre

mardi 1

Écoute radiophonique collective
deux émissions de France Culture diffusées après les attentats de Paris
18h15 - locaux de Peuple et Culture - Tulle

samedi 5

Projection du film *Être sans avoir* de Christophe Ferrux
20h30 - salle des fêtes - St-Martial-Entraygues, avec l'association Kassoumaï

jeudi 10

Droit de question *Laïcité, éducation : faire société* avec Éric Favey,
vice-président de la Ligue de l'enseignement
20h30 - salle de l'Auzelou - Tulle, avec la FAL 19 et le Cercle laïc de Tulle

vendredi 18

Le Jour le plus court, sélection de courts métrages
18h - locaux de Peuple et Culture - Tulle

samedi 19

En attendant Noël... un après-midi à la médiathèque (dès 3 ans)
14h30 - lecture proposée par une bibliothécaire du secteur jeunesse
15h30 - sélection de courts métrages jeune public dans le cadre du Jour le plus court
16h30 - goûter partagé
médiathèque Éric Rohmer - Tulle

édito

« Rien n'est plus difficile que d'en parler

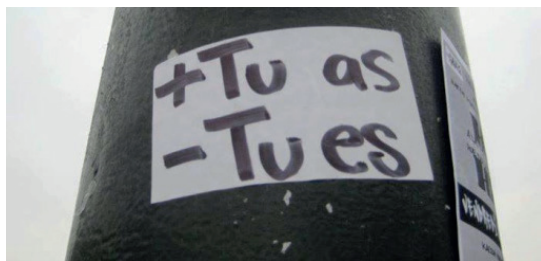
Rien n'est plus nécessaire aussi

Ne pas se taire certes, mais... que penser ? »

cinéma documentaire

Être sans avoir de Christophe Ferrux (2013 - 80')

samedi 5 - 20h30 - salle des fêtes - St-Martial-Entraygues,
avec l'association Kassoumaï



« AVOIR c'est posséder, ÊTRE c'est exister ! Si l'Homme était caractérisé par son AVOIR c'est-à-dire par ce qu'il possède on l'appellerait un Avoir humain... En tous les cas chez nous on l'appelle un être humain ! ».

« C'est ainsi que s'exprime Jean-Paul, 57 ans, qui depuis

plus de 35 ans, abandonnant son travail de dessinateur dans un cabinet d'architecte, a fait le choix d'une vie simple dans le Haut Jura sans eau courante ni électricité. "Pauvre" mais jamais démuné, il est à la fois forgeron, mécanicien, maçon, bûcheron, boulanger mais aussi bâtisseur... Depuis huit ans, il a été rejoint par Anne, sa compagne, et ses deux filles. Avec des pierres qu'il récupère au gré des bâtiments en ruine alentour, il construit leur "chez eux" patiemment et à l'ancienne. Questionnant simplement, sous le regard amusé ou dubitatif de ses voisins, notre rapport au travail, à la consommation, à nos libertés individuelles et surtout à nos choix en famille ou en société : la place qu'occupent ces choix et celle qu'on leur cède... ».

L'équipe de Kassoumaï



le jour le plus court

Fête du court-métrage

Deux dates, deux publics, Peuple et Culture participe à cette manifestation nationale.

vendredi 18 - 18h - locaux de Peuple et Culture - Tulle

Une sélection de courts métrages, projection ouverte à tous

samedi 19 - à partir de 14h30 - médiathèque Éric Rohmer - Tulle

Un après-midi festif à la médiathèque pour les plus petits, en attendant Noël...

14h30 - lecture proposée par une bibliothécaire de l'espace jeunesse

15h30 - sélection de courts métrages pour les enfants (à partir de 3 ans)

16h30 - goûter offert par la médiathèque

L'objectif du Jour le plus Court : populariser la création cinématographique de format court, en incitant la programmation. Cette manifestation de l'Agence du court métrage complète par un événement d'envergure l'action que celle-ci mène tout au long de l'année en faveur du court métrage. C'est donc l'occasion pour tous ceux qui œuvrent pour le cinéma, de sa création à sa diffusion, d'organiser un événement qui leur ressemble, d'accueillir du public et de créer du lien avec les spectateurs.



droit de questions

Laïcité, éducation : faire société avec Éric Favey, vice-président de la Ligue de l'enseignement

jeudi 10 - 20h30 - salle de l'Auzelou - Tulle, avec la FAL de la Corrèze et le Cercle laïc de Tulle



À l'origine du désir d'organiser cette conférence-débat, étaient les attentats de janvier dernier. Nous nous disions que, passé le temps de l'émotion, de la sidération, il faudrait bien que vienne celui de l'analyse et de la réflexion. Nous avons décidé d'inviter Éric Favey, pour le temps d'une conférence qui réinterrogerait nos pratiques, nos engagements, nos actes, et nos mots.

Les événements du 13 novembre nous replongent dans l'horreur. À nouveau, dans le grand barnum médiatique, sur les réseaux sociaux, s'accroissent et s'emmêlent des réactions, des velléités d'analyses épidermiques, immédiates, affectives, souvent perverses, auxquelles s'ajoutent les raccourcis, les confusions, les amalgames... À nouveau, sont soulevées des

questions qui ont trait à la laïcité, à l'éducation, à ce qui nous lie les uns aux autres, aux valeurs républicaines et démocratiques, à notre capacité de créer du commun là où nous vivons chaque jour, dans notre pays, en Europe, autour de la Méditerranée et dans le monde.

C'est sur ces questions qu'interviendra Éric Favey, coauteur de *École, Université : pour que la République tienne ses promesses* (éd. L'Harmattan) et coordinateur avec Guy Coq de *Pour un enseignement laïque de la morale* (éd. Privat).

et après...

**Après le choc, la sidération, l'émotion... que penser ?
Peuple et Culture propose une écoute radiophonique
et une sélection d'articles après les attentats de Paris.**

écoute radiophonique

Deux émissions de France Culture

mardi 1 - de 18h15 à 19h45 - locaux de Peuple et Culture - Tulle

Malaise dans la sidération (60') avec Patrice Moniglier, philosophe (Université de Reims), Michel Terestchenko, philosophe (Université de Paris Natterre) et Gêrôme Truc, sociologue (ENS de Cechan)

Les racines de la haine (30') : le philosophe Souleymane Bachir Diagne en discussion avec le psychanalyste Fethi Benslama. Comment comprendre cette radicalité, en identifier les causes pour pouvoir lutter contre elle, l'enrayer ? Quels sont les ressorts psychologiques et sociaux ? Sur quels troubles subjectifs et collectifs s'appuient les idéologies violentes ?



L'idéal et la cruauté

de Fethi Benslama (Lignes éd, 2015)

Quelles interprétations autres que sociologiques et politiques sont susceptibles d'expliquer le passage à l'action violente ? (ce qu'il est convenu d'appeler la "radicalisation").

Fethi Benslama (également auteur de *La guerre des subjectivités en islam*) a réuni autour de lui et pour y répondre psychanalystes, psychiatres et anthropologues. Des interprétations essentielles.

Quels sont les ressorts subjectifs du processus de radicalisation et du passage à l'action violente ?

Quels enseignements peut-on tirer au regard de la clinique et de l'étude des trajectoires individuelles ? Comment penser ce problème au carrefour de la psychologie individuelle et collective ? Ce livre, qui réunit les

contributions de psychanalystes, de psychiatres, d'anthropologues, vise à éclairer les articulations à travers lesquelles des jeunes peuvent être saisis par un discours guerrier et, dans certains cas, les autorisent à devenir « tueur au Nom de... ». Les cristallisations existentielles qui conduisent vers de tels engagements n'obéissent pas à un modèle aussi univoque et déterministe qu'on le prétend généralement. Une cartographie reste à établir, mais ici l'entrée par la coordonnée de l'idéal permet de lire comment, par le jeu de l'offre et de la demande autour de la figure de la victime et du vengeur, peuvent se déclencher des mises à disposition intimes à des souverainetés cruelles.

une sélection d'articles...

« Je voudrais que les gens comprennent que l'état d'urgence, ce n'est pas rien » Henri Leclerc

Henri Leclerc, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme, invité du 13h de France Inter le 17 novembre 2015, s'interroge sur la nécessité de prolonger l'état d'urgence, après les attentats du 13 novembre, qui porte atteinte, à ses yeux, aux libertés fondamentales.

Par rapport à la Constitution, François Hollande a eu des mots forts, il a dit que c'était une charte commune, que c'était le contrat qui unissait tous les citoyens, il a raison. Ceci étant, réformer la Constitution, ce n'est pas rien.

Est-ce qu'il faut le faire aujourd'hui ? Nous sommes tous profondément bouleversés par les victimes, on est sidéré par la violence des assassins(...). Mais il faut quand même s'interroger : pourquoi ces gens là nous attaquent-ils ? Cette fois-ci ils n'attaquent même pas la liberté d'expression comme ils l'ont fait en janvier ; ils n'agissent pas par cet espèce d'antisémitisme abominable et frénétique qu'ils ont. C'est en fait notre vie, notre mode de vie. Au fond, ils nous attaquent parce qu'on est un peuple libre, parce que nous avons des libertés et que c'est insupportable pour eux. Ce sont des gens qui ne pensent qu'à la charia, qu'à un système politique. Alors ils savent bien qu'ils ne nous vaincront pas militairement mais ils pensent que des actes abominables comme ils ont créés vont disloquer notre union nationale et va mettre en cause notre liberté. (...)

Faut-il faire des lois d'exception dans l'émotion ? Ce qui me préoccupe aujourd'hui, ce n'est pas qu'il y ait des perquisitions nombreuses à domicile faites par des policiers, c'est que nous sommes dans un état qui doit durer 12 jours - ça me paraît concevable - mais qui doit en plus être prolongé 3 mois après, ce qui m'inquiète. C'est une suspension des libertés. La Constitution fait de l'autorité judiciaire la gardienne des libertés or l'état d'urgence c'est la suspension de l'autorité judiciaire.

Le décret a exclu de l'état d'urgence la suspension de la liberté de la presse, c'est-à-dire que les pouvoirs publics ne se sont pas donné les droits de censurer la presse - tant mieux - et surtout la justice militaire qui d'ailleurs n'existe plus véritablement. Mais tout de même, la gardienne des libertés c'est l'autorité judiciaire, or tout cela c'est une forme de dépossession de l'autorité judiciaire pour la donner à la police. Certes il y a besoin d'efficacité, certes il y a besoin d'aller vite aujourd'hui, il y a besoin de trouver ces armes qu'on trouve partout. Très bien. Mais est ce qu'on va instaurer un régime dans cette situation de crise ou est ce qu'on ne va pas se donner le temps pour essayer d'instaurer un régime avec une forme d'unité nationale.

Vous comprenez quand vous rappelez ces grands principes que vous êtes presque inaudible parce que les français sont inquiets et qu'ils réclament des mesures et du concret ?

Je suis inaudible, bien sûr mais je voudrais que les gens comprennent que l'état d'urgence, quand il se prolonge dans le temps, ce n'est pas rien. L'état d'urgence par exemple, c'est ce qui a fait qu'il y a eu en 1962 le drame de Charonne avec tous ces gens tués parce qu'il y avait une manifestation interdite et que la police a donc réprimée. Ou les massacres du 17 octobre 1961 sur l'interdiction d'une manifestation algérienne. C'est aussi ça une conséquence de l'état d'urgence.

Je crois effectivement que le président cherche à rassurer les français et dire « on fait quelque chose » mais ce qu'il propose est-il possible d'être bien fait dans la précipitation ? C'est la seule chose qui m'inquiète alors je suis obligé de le dire, je préférerais être dans l'union nationale mais comme je m'aperçois que déjà, les querelles politiques ont repris le dessus sur la nécessité de l'union nationale alors je me permets de rappeler moi que le principe essentiel ce n'est pas d'accroître les atteintes aux libertés, c'est de préserver les libertés publiques parce que c'est contre ça qu'on lutte et si on recule sur la liberté publique, ils ont gagné. Regardez les américains avec leur Patriot Act ou la guerre en Irak. Les américains qui ont permis d'emprisonner des gens sans aucune limite dans le temps, simplement parce que c'était des combattants ennemis, c'est Guantanamo. Même Obama n'a pas été capable de se débarrasser de Guantanamo parce que l'ensemble de la population est contre. Alors oui, je dis les choses.

Vous nous dites qu'il faut faire attention quand on transforme la Constitution a ce qu'elle ne tombe pas, un jour, entre de mauvaises mains, c'est ça ?

Absolument, c'est notre pacte commun donc il faut y toucher mais de façon attentive, unanime et véritablement aujourd'hui, il faut que nous préservions notre sûreté, notre sécurité, c'est évident, il faut que nous résistions à cette forme d'oppression qui vient de l'étranger - non qui ne vient pas de l'étranger, je dis une bêtise - qui vient de gens qui veulent détruire notre système de libertés. Alors certes il faut résister, il faut trouver les moyens, il faut aller vite mais en même temps devons-nous modifier notre charte commune? Je pose la question.



Dessin de Terreur paru dans Libération le 17 novembre 2015

« Les arguments des régimes dictatoriaux et ceux de type Daech s'imposent par défaut », Jean-Pierre Filiu Libération, 18 septembre 2015

Professeur des universités en histoire du Moyen-Orient à Sciences-Po (Paris) et spécialiste de l'islam contemporain, Jean-Pierre Filiu a cherché, dans son dernier livre *Les Arabes, leur destin et le nôtre* (éd. La Découverte) à percer les raisons du long compagnonnage du monde arabe avec la violence et le fanatisme. D'où cette autre histoire des Arabes qu'il estime «intimement liée» à celle de l'Occident.

Vous mettez en valeur une histoire très partagée entre les Arabes et nous. Mais quel optimisme quant à l'avenir ! Nous avons plutôt l'impression d'assister à l'autodestruction du monde arabe. Pas un seul État qui aille bien...

C'est avant tout un essai d'historien pour tenter de redonner l'espoir par la durée. Je suis aussi accablé que vous en regardant les nouvelles au jour le jour. Non seulement les forces les plus sombres, dans cette partie du monde, œuvrent avec une violence inouïe à tuer tout espoir d'émancipation, mais ce travail de démolition n'est possible que si on détruit la capacité de penser l'avenir. Et l'urgence est telle que le premier réflexe est de regarder l'immédiat dans ce qu'il a de plus tragique. Cette tragédie est, à mon sens, d'abord révélatrice de la férocité des régimes en place, rétifs à tout changement, et de leur némésis jihadiste qu'ils ont largement contribué à créer. Les populations concernées, et nous spectateurs extérieurs, on en vient à perdre l'entendement.

L'Europe partage-t-elle vraiment une histoire commune avec ce Moyen-Orient qui s'effondre ?

La tendance lourde aujourd'hui est de croire que cette histoire ne serait qu'une histoire d'Arabes circonscrite au Proche-Orient. Et pourtant Charlie Hebdo, l'Hyper Cacher, pour leur forme la plus tragique, et mille autres phénomènes plus positifs, montrent que nos destins sont liés. Et cela, nous le comprenons de moins en moins. Nous tombons au contraire dans un rejet qui devient presque épidermique de ce qui se passe là-bas. Parce qu'on ne comprend plus ou on ne veut plus comprendre, ce qui revient souvent au même. Nous sommes écœurés - la Syrie étant le paroxysme de cet effroi. C'est cette spirale infernale que j'espère contribuer à désamorcer.

Mais c'est tout le Grand Moyen-Orient qui va mal : Pakistan, Afghanistan...

Je limite mon propos aux pays arabes, car je maîtrise leur langue. Ce n'est pas le cas de l'ourdou ou du persan. Et ce qui se passe dans cet ensemble linguistique possède une spécificité. Chaque fois qu'on a voulu noyer le monde arabe dans un ensemble plus large, comme le Grand Moyen-Orient, cher à George W. Bush, «la guerre contre le terror» ou «la crise du monde musulman», on a perdu du sens. Celui du temps long arabe, dont le grand tournant fut la fin de l'Empire ottoman. Et l'on voit bien comment cette histoire refait surface. Daech, le bien mal-nommé «État islamique» (EI), conteste les frontières tracées à cette époque, mais il ne faut pas tomber dans son piège et résumer son action à une remise en question de frontières coloniales.

Ces frontières ont acquis avec le temps une légitimité. Elles sont aussi artificielles que n'importe quelles autres. Elles délimitent l'espace dans lequel entend s'exercer la volonté d'un peuple à l'autodétermination. Et si elles sont illégitimes aujourd'hui, ce n'est plus à cause de la colonisation, mais parce que le droit de ces peuples y a été frustré. Ce qui les menace, c'est l'action de l'armée égyptienne dans le Sinaï, la militarisation à outrance du conflit au Yémen, le refus de Bachar al-Assad de faire la moindre concession... Même en Libye, la guerre en cours oppose deux gouvernements qui revendiquent chacun, l'un à Tripoli, l'autre à Tobrouk, la légitimité nationale, avec des forces issues de l'ensemble du pays. En Irak, s'il y avait dû y avoir sécession, elle serait déjà intervenue.

Mais on a l'impression que l'EI vise juste en attaquant les frontières coloniales ?

Daech est parvenu à imposer son discours comme référent, profitant de l'état de confusion et d'aveuglement politique dans lequel nous nous trouvons. Les paroles de Daech sont pourtant rarement suivies d'actes. C'est avant tout une organisation dirigée par des Irakiens, et lorsqu'on passe la frontière syrienne, les règles ne sont plus les mêmes. Les objectifs sont irakiens, le commandement aussi. C'est une des raisons pour lesquelles Daech doit recruter des Occidentaux, surtout des Européens. Sinon en Syrie, ils seraient d'abord considérés comme une force d'occupation. Les jihadistes européens servent alors de relais, de supplétifs. Donc, la pratique de Daech entre en contradiction avec son discours, ce qui ne saurait surprendre pour une organisation totalitaire. Or, un discours d'une telle grossièreté n'est pas analysé et rejeté comme une imposture. Certains beaux esprits le prennent même au pied de la lettre...

Qui sont ces «beaux esprits» ?

Je ne vais pas citer de nom. Dans la désertion intellectuelle qui est si troublante aujourd'hui, les arguments des régimes dictatoriaux et ceux des forces totalitaires de type Daech s'imposent par défaut. Et l'on arrive à des équations binaires et absurdes comme un choix entre Al-Assad ou Daech. La brutalité de cette équation alimente la descente aux enfers de la Syrie. Comme si toutes les contradictions du Moyen-Orient devaient se résumer à ce qui est bon ou mauvais pour battre Daech.

Non seulement cela conduit à des politiques qui s'avéreront inefficaces contre l'EI - la coalition n'a aucun succès substantiel à présenter - mais, de plus, Daech impose son tempo. Il est, de fait, devenu le maître du temps dans la région. Les présumés intellectuels sont toujours les mêmes, on les entendait déjà du temps de Bush père et fils, puis en 2011 : on peut les résumer par «les dictateurs ou le chaos». Les dictateurs ou les jihadistes, et la prophétie finit par s'auto-réaliser. Nous avons passé à la trappe le seul acteur important et déterminant : le peuple. Si l'histoire n'est toujours pas écrite en Syrie, c'est qu'il y a encore des gens qui se battent pour une révolution. C'est à peine si l'on feint de temps à autre de se reposer la question : «Mais représentent-ils vraiment quelque chose ?» Force est de constater que, s'ils sont encore là après qu'on les a enterrés de si nombreuses fois, c'est qu'ils ont une légitimité intérieure et populaire.

Notre système international privilégierait-il plutôt les prédateurs ?

Le système interétatique de type ONU, on l'a vu en Syrie, est inopérant. C'est Al-Assad qui représente la Syrie à l'ONU, et la messe est dite. Seul le médiateur pour la Libye refuse courageusement de ne reconnaître aucun des deux gouvernements opposés. Le système international est un système par le haut qui privilégie ce qu'il croit être les États. Or, il y a une confusion tragique entre État et régime. En croyant traiter avec des États, on ne traite souvent qu'avec des régimes. Les régimes dans le monde arabe ont livré une partie de leur population à la mort et à la destruction. On l'a vu avec Al-Assad, Saddam Hussein, Kadhafi... On feint d'espérer que des régimes aussi impitoyables vont avoir assez de rationalité pour accepter des transactions. Mais le compromis n'est pas dans leur logique totalitaire. Début 2014, des pourparlers de paix pour la Syrie se sont tenus à Genève, et j'avais dit qu'ils étaient inutiles, qu'il fallait plutôt promouvoir un cessez-le-feu à Alep. Un émissaire de l'ONU s'est saisi de cette idée, plus d'un an après l'échec annoncé de Genève, mais il a commencé par la soumettre à Al-Assad. Fausse route.

«Daech essaie de faire en France ce qu'il a réussi en Irak», Pierre-Jean Luizard

Médiapart, dimanche 15 novembre 2015

Pierre-Jean Luizard est directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de *Le Piège Daech. L'État islamique ou le retour de l'histoire* (éd. La Découverte, février 2015). Le chercheur, spécialiste de Daech et de l'Irak, revient sur la manière dont l'État islamique tente d'importer en France les méthodes qui ont fait son succès au Moyen-Orient. Et esquisse quelques pistes pour lutter contre l'essor de cette organisation.

Les attentats commis à Paris vendredi, comme ceux de Beyrouth il y a quelques jours, ceux contre l'avion russe dans le Sinaï et ceux d'Ankara il y a quelques semaines, sont-ils le signe que Daech est en plein essor ou, au contraire, qu'il est menacé militairement sur le territoire qu'il contrôle et choisit donc de porter la guerre sur d'autres terrains ?

Il est vrai que, lorsque l'État islamique (EI) se trouve en difficulté sur le terrain militaire, il choisit de régionaliser et d'internationaliser le conflit en commettant des attentats hors du territoire qu'il contrôle. Mais il faut relativiser la défaite récemment subie par l'EI dans la ville de Sinjar. L'EI peut reculer à Sinjar, qui était une ville kurdophone et majoritairement yézidie, tout en conservant toute sa puissance et son implantation, qui n'est pas seulement fondée sur les armes, mais aussi sur le fait qu'il est parvenu à s'imposer comme le représentant des communautés arabes sunnites en Irak.

Cet acte de terrorisme en France n'est selon moi pas du tout une marque de faiblesse. Il illustre une guerre qui nous est déclarée. L'État islamique essaie de faire en France ce qu'il a parfaitement réussi en Irak, en multipliant les violences envers certaines communautés, à savoir finir par convaincre les différentes communautés qu'elles ne pouvaient plus vivre ensemble.

Quelles pourraient être les réponses adéquates au piège tendu par Daech ?

Face au terrorisme dans nos pays, je ne vois pas quelle parade on pourrait avoir ici, même en décrétant l'état d'urgence. Il faut donc revenir à la source du phénomène, qui se trouve en Irak et en Syrie. Et cela suppose une action à la fois politique et militaire. Je ne suis pas stratège et je suis donc réticent à donner des conseils, mais la question d'un déploiement au sol va se poser. On ne peut plus continuer à mener une guerre à minima à l'aide de bombardements aériens en déléguant l'action au sol à l'armée irakienne, aux Kurdes, ou même à l'armée syrienne, dans le cas de la Russie. Ces acteurs sont parties prenantes du conflit et cela ne peut qu'aggraver la situation.

Dans une guerre qui est une guerre communautaire, prendre parti pour une communauté contre une autre revient à tomber dans le piège que tend l'État islamique. Il cherche à apparaître comme le seul défenseur des Arabes sunnites de la région et a tout intérêt à accentuer les divisions et les violences. La Russie est tombée dans ce piège et l'État islamique a pu décréter le djihad contre la « Russie orthodoxe » alliée aux « renégats chiites ». Il faudra donc un déploiement au sol de forces non impliquées dans le conflit, sous l'égide de l'ONU, donc n'impliquant ni les pays de la région (et éviter donc des troupes turques, iraniennes ou arabes), ni les armées semi-confessionnelles irakienne ou syrienne, ni les Kurdes. On en est très loin.

Pour intervenir contre l'État islamique, il faudra une légitimité internationale, mais aussi politique, pour faire des propositions concrètes aux populations arabes sunnites qui vivent sous le contrôle de l'EI et à qui on ne peut imposer ni le gouvernement de Bagdad ni le régime de Bachar qui sont parties prenantes du problème et ne peuvent donc pas faire partie de la solution. Il faut pouvoir offrir politiquement quelque chose aux populations arabes sunnites sans diaboliser le fait qu'elles aient marché vers le diable qu'est Daech et comprendre les raisons profondes des allégeances massives à l'État islamique parmi ces communautés. Si l'État islamique est rentré à Mossoul sans tirer un seul coup de feu en juin 2014, c'est qu'une majorité de la population, au pire, n'y était pas hostile.

Comment Daech fait-il pour réunir facilement une équipe d'au moins huit personnes, jeunes et prêtes à se faire sauter en tuant le maximum de gens ? Au-delà des questions logistiques et matérielles, quels sont les arguments psychologiques et idéologiques utilisés pour mobiliser ces kamikazes ?

Que huit militants djihadistes soient capables de bouleverser un pays entier est lié au fait qu'on ne peut pas combattre à armes égales des personnes qui sont prêtes au martyre. Il est nécessaire de comprendre cet élément très important pour ce courant de l'islam radical djihadiste, qui est le fait que le martyre leur permet de se poser à égalité avec les grandes puissances occidentales qu'ils combattent.

Que retirez-vous de la lecture de la revendication officielle des attentats par Daech ?

Les cibles choisies, les supporters de football et la jeunesse bobo des quartiers est de Paris, ne l'ont pas été par hasard. On trouve dans la revendication les diatribes traditionnelles contre l'idolâtrie, des joueurs de football notamment, et contre les lieux de perversion que seraient les salles de spectacle. Mais c'est surtout une manière de s'attaquer à la jeunesse la plus tolérante envers l'islam, à une population qui réfléchit à la situation du monde, à un public éduqué qui essaie de comprendre.

Dans les quartiers attaqués, on peut voir des jeunes, cigarettes et verre de vin à la main, sociabiliser avec ceux qui vont à la mosquée rigoriste du quartier. C'est cela que l'EI veut briser, en poussant la société française au repli identitaire et à la peur de l'autre, en suscitant des réactions irrationnelles où l'explication et la réflexion n'ont plus leur place, pour aboutir à ce qu'ils ont réussi à faire au Moyen-Orient, que chacun considère l'autre non plus en fonction de ce qu'il pense et de ce qu'il est, mais en fonction de son appartenance communautaire. Ils veulent engager la société française, y compris en prenant en otages les musulmans français, dans un processus sans retour et des affrontements communautaires dont ils seraient les seuls à sortir vainqueurs.

Pourquoi la France est-elle davantage visée que la Grande-Bretagne ou les États-Unis, qui frappent pourtant plus souvent Daech en Irak et en Syrie ?

Parce que la France est l'incarnation d'un projet universaliste rejeté par Daech et que c'est aussi le pays colonisateur qui en a le plus renié les valeurs dans ses pratiques coloniales, notamment en Algérie. À la lumière de l'histoire, on ne peut pas s'étonner que les musulmans aient de la laïcité une vision qui n'est pas la nôtre, tant les élites républicaines françaises ont retourné ces valeurs pour défendre une domination impériale.

L'autre raison est que la France, considérée comme un pionnier idéologique à abattre, est aussi le pays le plus fragile parce que son unité a été obtenue grâce à l'exclusion de la religion, considérée comme source de conflits, alors que dans les autres pays, cela s'est fait plus en douceur. La France a plus de mal que les autres à trouver son identité et à assumer son passé chrétien. Être français ne peut se résumer à une adhésion aux principes républicains. Cette fragilité est très bien perçue par ceux qui veulent nous détruire.

Entretien réalisé par Joseph Confavreux

Non seulement les forces les plus sombres, dans cette partie du monde, œuvrent avec une violence inouïe à tuer tout espoir d'émancipation, mais ce travail de démolition n'est possible que si on détruit la capacité de penser l'avenir.

Comment alors procéder ?

Reprendre contact avec la réalité commence au niveau local. Quand on parle des minorités au Proche-Orient, souvent on ne pense qu'aux chrétiens. Or, la minorité dont l'avenir me paraît le plus sombre en Syrie est celle des Alaouites. Elle est prise en otage par la conduite atroce du régime d'Al-Assad. Le même cercle vicieux enferme les sunnites d'Irak avec Saddam hier et le fait avec Daech aujourd'hui. Face à ces « États de barbarie »⁽¹⁾, il faut à tout prix maintenir le lien avec la minorité. Donc il faut donner la parole à des Alaouites anti-Al-Assad et à des sunnites anti-Daech. C'est le seul calcul raisonnable.

La France a fait exception, en Syrie : elle n'a cessé de souligner la relation intime entre dictateur et jihadistes. En août 2013, Paris, qui avait voulu marquer une ligne rouge avec l'utilisation des armes chimiques, a été totalement lâché par les États-Unis. Il est isolé en Europe et sa position fait l'objet de polémiques âpres en politique intérieure.

L'émergence de groupes comme l'EI n'est-elle pas le symptôme d'une inadaptation du monde arabe à la modernité ?

Tout dépend de ce que l'on entend par modernité. Daech maîtrise parfaitement les réseaux sociaux et Internet. Tous les totalitarismes du XXe siècle maîtrisaient aussi très bien les technologies de leur temps.

Mais si on entend par « modernité » un fonctionnement démocratique ?

J'utilise très peu les termes « moderne » ou « modéré », je préfère recourir aux notions plus classiques de « démocratie », « légitimité populaire ». Et là, effectivement, Daech est bien la forme la plus absolue de négation de la « légitimité populaire ». Elle se situe dans la continuité des dictatures arabes. D'ailleurs, les cadres de Daech ont pour beaucoup été recrutés parmi les anciens officiers de Saddam Hussein.

Mais l'EI ne pourrait pas exister sans un large soutien populaire...

Toute la technique de Daech est de susciter des représailles contre les sunnites afin que ceux-ci soient pris en otages. Le même calcul machiavélique a été tenté pour piéger les musulmans de France : il s'agit de faire en sorte qu'après les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher, ils soient pris entre deux feux. Le moins que l'on puisse dire est que les sunnites ne sont pas allés spontanément vers ces organisations. C'est souvent lorsque l'on n'a pas laissé émerger une alternative sunnite dans une zone que Daech a pu prendre toute sa place. Or, qu'est-ce qui se rapproche le plus de Daech aujourd'hui en Irak ? Les jihadistes chiites, encadrés par les Iraniens, dont on parle très peu. Ces milices ont autant de sang sur les mains, ont presque le même look et les mêmes slogans. Ce sont les deux faces d'un même monstre.

Pour le poète syrien Adonis, l'heure de la civilisation arabe a sonné. Elle va disparaître comme d'autres avant elles...

En période révolutionnaire, il est toujours difficile de concevoir ce qui émergera ensuite. Surtout si on a appartenu à l'ordre ancien et qu'on en entretient la nostalgie. On pourrait citer Talleyrand : « Qui n'a pas connu l'époque avant la Révolution, n'a pas connu le bonheur et la civilisation. » Il y a une perspective générationnelle, un jeune grandi dans ce siècle n'aura pas la vision d'un Adonis. Malheureusement, les partis classiques et les mouvements islamistes ne font pas place à ces jeunes. Pour les entendre, il faut écouter du rap. Ou les supporters de foot. J'ai enseigné cet été à l'invitation de jeunes Syriens dans un camp de réfugiés en Jordanie. Ce sont ces jeunes qui construiront l'avenir des Arabes. Pour eux et leurs propres enfants.

(1) Le chercheur Michel Seurat (1947-1986) a le premier utilisé l'expression d'« État de barbarie » pour qualifier le régime d'Al-Assad.

Entretien réalisé par Jean-Pierre Perrin et Catherine Calvet

Le retour du boomerang par Jean-François Bayart, professeur à l'IHEID (Genève), directeur de la chaire d'études africaines comparée (Rabat)

Libération, 15 novembre 2015

Les origines de ce 13 novembre sont aussi à chercher du côté de la politique étrangère de l'Europe et de la France ces quarante dernières années. La démission de l'Europe sur la question palestinienne, l'occasion manquée avec la Turquie que l'on aurait pu si facilement arrimer à l'UE, l'alliance de la France avec les pétromonarchies... sont autant d'erreurs qui n'ont fait qu'aggraver le désastre et nourrir rancœur et radicalisation au Proche-Orient.

Au-delà de la polémique électoralement intéressée, et assez indigne, sur les mesures de sécurité prises, ou mal prises, par le gouvernement, la classe politique, les médias, l'opinion elle-même devraient s'interroger sur leurs responsabilités de longue durée dans le désastre que nous vivons. Celui-ci est le fruit vénéneux d'un enchaînement d'erreurs que nous avons commises depuis au moins les années 1970, et que nous avons démocratiquement validées dans les urnes à intervalles réguliers.

La démission de l'Europe sur la question palestinienne, dès lors que sa diplomatie commençait là où s'arrêtaient les intérêts israéliens, a installé le sentiment d'un « deux poids deux mesures », propice à l'instrumentalisation et à la radicalisation de la rancœur antioccidentale, voire antichrétienne et antisémite. L'alliance stratégique que la France a nouée avec les pétromonarchies conservatrices du Golfe, notamment pour des raisons mercantiles, a compromis la crédibilité de son attachement à la démocratie – et ce d'autant plus que dans le même temps elle classait comme organisation terroriste le Hamas palestinien, au lendemain de sa victoire électorale incontestée. Pis, par ce partenariat, la France a cautionné, depuis les années 1980, une propagande salafiste forte de ses pétrodollars, à un moment où le démantèlement de l'aide publique au développement, dans un contexte néolibéral d'ajustement structurel, paupérisait les populations, affaiblissait l'État séculariste et ouvrait une voie royale à l'islamo-Welfare dans les domaines de la santé et de l'éducation en Afrique et au Moyen-Orient.

Son alliance avec les pétromonarchies arabes a aussi conduit la France à appuyer diplomatiquement et militairement la guerre d'agression de l'Irak contre l'Iran (1980-1988) et à ostraciser ce dernier, alors qu'il représente, avec la Turquie, le seul môle de stabilité étatique de la région, qui détient l'une des clés de la résolution de la plupart de ses conflits, comme nous le découvrons aujourd'hui au Liban et en Syrie. La même désinvolture a présidé à la politique de la France à l'égard d'Ankara. Au lieu d'arrimer la Turquie à la construction européenne, Paris l'a snobée, au risque de perdre toute influence auprès d'elle, de favoriser sa « poutinisation » et de l'abandonner à ses liaisons dangereuses avec des mouvements djihadistes.

Non sans cynisme, la France a joué pendant des décennies la carte de l'autoritarisme en Algérie, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, en Irak en y voyant un gage de stabilité, en s'accommodant de la polarisation ethno confessionnelle sur laquelle reposaient souvent ces

régimes, en espérant que les peuples se résigneraient éternellement au despotisme que l'on estimait congénital en terre d'islam, et en laissant à celui-ci le monopole de la dissidence, rendant ainsi les successions autoritaires inévitablement chaotiques. Une cocotte-minute qui explose, ce n'est jamais beau à voir.

Après avoir conforté les dictatures, la France s'est lancée avec puérilité dans l'aventure démocratique sans voir à quel point les sociétés avaient été meurtries par des décennies d'assujettissement, et en sous-estimant la froide détermination des détenteurs du pouvoir. Puis, pour résoudre d'un bombardement magique les problèmes qu'elle avait contribué à envenimer au fil des ans, elle est à son tour entrée en guerre en suscitant de nouvelles inimitiés sans avoir les moyens de s'en préserver.

Les situations inextricables de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Syrie, de la Libye ne sont que la résultante de ces erreurs de calcul, ou de ces calculs à courte vue. Sans doute annoncent-elles ce que nous réserve la restauration autoritaire en Algérie (dès 1991) et en Egypte (en 2014). À l'aveuglement et aux inconséquences, nous avons ajouté le déshonneur par le traitement que nous avons réservé aux réfugiés qui fuyaient les guerres que nous (ou nos alliés) avions déclenchées, en Libye et en Irak, et les autoritarismes que nous avions soutenus.

Sur le plan intérieur, le bilan est aussi accablant. Pendant que nos politiques économiques néolibérales produisaient un chômage de masse et la désindustrialisation, nous avons restreint le débat public à des questions identitaires oiseuses en courant après l'extrême droite qui en faisait son miel électoral. Pas un homme politique – hormis peut-être Dominique Strauss-Kahn en 2006, pendant sa campagne pour les primaires du PS – n'a tenu un langage de vérité sur l'immigration depuis des lustres. Au lieu de tirer avantage de ce formidable atout que représente le biculturalisme de nombre de jeunes Français, nous avons rejeté une partie importante, et bien délimitée, de ceux-ci – à savoir les musulmans – dans la marginalité, et nous avons douté de leur appartenance à la nation, ce dont certains d'entre eux ont fini par douter eux-mêmes. Des présidents de la République, des ministres, des hauts fonctionnaires ont proféré en toute impunité des paroles indignes et anticonstitutionnelles, tandis que les médias ouvraient grand leurs antennes, leurs écrans et leurs colonnes à des plumitifs racistes ou ignorants érigés en penseurs. L'asphyxie financière de l'école, de l'Université, de la recherche publique, et le poujadisme anti-intellectuel dont a fait preuve à leur rencontre la droite oublieuse que la République dont elle se gargarise avait été celle des professeurs et des instituteurs, à la fin du 19e siècle, nous a privés des moyens de comprendre ce qui est en train de nous arriver.

Maints analystes avaient pourtant annoncé, depuis longtemps, que nous courions droit dans le mur. Nous y sommes, bien que celui-ci, comme toujours dans l'Histoire, prenne un visage inattendu. Un examen de conscience s'impose à tous, car ces erreurs, qui nous reviennent en plein visage comme un boomerang, ont été commises à l'initiative de toutes les majorités qui se sont succédé au pouvoir depuis les années 1970. Si Sarkozy a sans conteste été le plus mauvais président de la République qu'ait connu la France, Giscard d'Estaing, Chirac, Mitterrand et Hollande se partagent la paternité de la politique suivie. Or, nous avons les dirigeants que nous élisons, et les médias que nous achetons. En bref, nous sommes responsables de ce qui nous arrive.

Seul un retournement radical pourrait nous en sortir : la remise en cause de la financiarisation du capitalisme qui détruit le lien social, créé la misère de masse et engendre des desperados ; une politique de sécurité qui privilégie le renseignement humain de qualité et de proximité plutôt que la surveillance systématique, mais vaine, de la population ; le rétablissement et l'amplification des libertés publiques qui constituent la meilleure riposte à l'attaque de notre société ; la révision de nos alliances douteuses avec des pays dont nous ne partageons que les contrats ; et surtout, peut-être, la lutte contre la bêtise identitaire, aussi bien celle d'une partie de notre propre classe politique et intellectuelle que celle des djihadistes. Car les Zemmour, Dieudonné, Le Pen, et Kouachi ou autres Coulibaly sont bien des « ennemis complémentaires », pour reprendre le terme de l'ethnologue Germaine Tillion.

L'alternative est claire, à trois semaines des élections, et elle est politique, au sens plein du mot. Soit nous continuons à laisser ces phares de la pensée et leurs experts sécuritaires nous guider vers le gouffre, et notre prochain président de la République sera un Viktor Orban, peu importe qu'il soit de droite ou de gauche pourvu qu'il nous rétracte identitairement. Soit nous conjuguons notre autodéfense avec la conquête de nouvelles libertés, comme avait su le faire, à une époque plus tragique encore, le Conseil national de la Résistance, pendant la Seconde Guerre mondiale. Telle serait la vraie réponse aux crétiens assassins et aux histrions.

Anotamment publié *L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar* (Albin Michel, 2010)

À l'aveuglement et aux inconséquences, nous avons ajouté le déshonneur par le traitement que nous avons réservé aux réfugiés qui fuyaient les guerres que nous (ou nos alliés) avons déclenchées